

une victoire remportée de justesse par le Président. La résolution Kennedy-Hatfield fut défaite au Comité sénatorial des relations étrangères par 9 voix contre 6; à la Chambre des représentants, par ailleurs, une résolution entérinant la position du Président fut adoptée par 204 voix contre 202.

L'année suivante, des résolutions semblables furent présentées, mais l'issue de la polémique fut légèrement différente. Les médias et des personnalités publiques influentes intervenant de plus en plus dans le débat, une version de la proposition sur le gel nucléaire franchit divers obstacles à la Chambre et fut aisément adoptée le 4 mai 1983. La résolution était formulée différemment : elle fixait une liste d'objectifs aux négociateurs américains qui participaient aux pourparlers sur la réduction des armements stratégiques (START), lesquels avaient commencé à Genève en juin 1982. Et le premier de ces objectifs était le gel nucléaire :

“. . . négocier un gel immédiat et vérifiable des arsenaux nucléaires de part et d'autre, puis négocier des réductions immédiates, mutuelles et vérifiables des armes nucléaires.”

Le vote favorable obtenu à la Chambre n'était cependant rien de plus qu'une pseudo-victoire pour les partisans du gel. On intégra une trentaine de modifications à la résolution originale, ce qui eut pour effet d'édulcorer considérablement l'engagement apparent pris en faveur du gel. À titre d'exemples, citons ici deux de ces modifications. L'une d'elles précisait que (traduction) "les sous-marins ne sont pas des vecteurs, aux termes des présentes"; voilà qui laissait donc toute latitude pour poursuivre le déploiement des *Trident II*. Une autre stipulait que (traduction) " . . . rien dans les présentes n'empêche les États-Unis d'assumer les responsabilités leur incombant en vertu de la décision prise par l'OTAN en 1979 au sujet des forces nucléaires à portée intermédiaire"; du coup, les Américains s'autorisaient à déployer comme prévu les missiles de croisière et les *Pershing II* en Europe. Bref, la résolution sur le gel fut adoptée, c'est vrai, mais on était loin d'un gel nucléaire complet, et il s'agissait *non pas* d'une directive, mais plutôt d'un énoncé des *objectifs* que l'Administration devait essayer d'atteindre pendant les négociations START.

Il convient ici de mentionner un dernier épisode du débat engagé aux États-Unis. Après une assemblée des partisans du gel (*Freeze Campaign*) vers la fin de 1983, ils décidèrent de mettre l'accent sur un gel partiel ou "rapide". Ils cherchaient essentiellement à concentrer les efforts sur ce qu'il était possible de vérifier avec une grande certitude, par exemple la mise à l'essai de nouveaux types de missiles balistiques. Une résolution en ce sens fut présentée au

Congrès au début de 1984, mais elle fut rejetée. On se souviendra qu'à ce moment-là, les États-Unis s'employaient déjà ardemment à déployer de nouvelles armes, plus particulièrement les missiles ICBM MX, les sous-marins *Trident II* munis de missiles SLBM, et les bombardiers *B-1*. Jouant leur va-tout à la fin du premier mandat du gouvernement Reagan, les partisans du gel nucléaire tentèrent d'obtenir l'appui des candidats démocrates à la présidence. Ils remportèrent un certain succès, mais le candidat démocrate, M. Walter Mondale, se garda bien de s'engager totalement; il affirma vouloir effectivement juguler la progression de la course aux armements, mais il fit observer qu'il n'était pas disposé à conclure au sujet du gel nucléaire un accord dont les États-Unis ne pourrait pas vérifier jour après jour l'observation par l'U.R.S.S. Comme aucun défenseur sérieux du gel nucléaire ne fit valoir qu'une telle mesure était ou réalisable ou nécessaire, M. Mondale prenait ainsi clairement ses distances par rapport aux partisans d'un gel complet.

## LE DÉBAT AUX NATIONS-UNIES

Les premières résolutions sur un gel nucléaire complet furent présentées devant la Première Commission de l'Assemblée générale, puis en séance plénière, en 1982. Le Mexique et la Suède déposèrent la première, et l'Inde, la seconde. Les mêmes résolutions furent soumises de nouveau par la suite. À chaque reprise, elles furent adoptées sans difficulté, mais la plupart des pays de l'OTAN votèrent contre. Pendant la session de 1983, l'Union soviétique formula sa propre résolution qu'elle soumit elle aussi de nouveau, ultérieurement. La résolution soviétique fut adoptée aisément, mais plus de pays s'abstinrent de voter ou votèrent contre.

De toutes ces résolutions, celle du Mexique et de la Suède était la plus explicite. Elle préconisait un arrêt immédiat de la course aux armements, et plus particulièrement :

- l'arrêt complet de toute fabrication d'armes nucléaires et de leurs vecteurs;
- l'interdiction de pousser plus loin le déploiement d'armes nucléaires et de leurs vecteurs;
- l'arrêt complet de toute production de matières fissibles aux fins de la fabrication d'armes.

Contrairement aux résolutions étudiées par le Congrès américain, la proposition mexico-suédoise recommandait d'opter pour une déclaration : les superpuissances, soit ensemble, soit chacune de son côté, déclareraient qu'un gel nucléaire est en vigueur et qu'elles s'attendent à ce que les autres puissances nucléaires adoptent une politique semblable